

21 juin 1994

PP - PG.

Aide juridictionnelle. Incidences du décret n° 94-42 du 14 janvier 1994 relatif au juge aux affaires familiales et modifiant le code de l'organisation judiciaire et le nouveau code de procédure civile, sur la codification des décisions des bureaux d'aide juridictionnelle et des attestations de mission délivrées par les greffes.

Textes sources : Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991.
Circulaires d'application du 23 décembre 1991 et du 5 juin 1992.

CIV 94-08 C3/21-06-94.

NOR : *JUSC9420193C*.

Aide juridictionnelle.

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 a notamment eu pour objet de créer le juge aux affaires familiales dont les attributions comprennent celles antérieurement dévolues au juge aux affaires matrimoniales ainsi qu'une série de compétences autrefois attribuées à d'autres juges tels que le juge d'instance, le juge des tutelles ou le tribunal de grande instance.

Les décrets n° 93-1091 du 16 septembre 1993 et n° 94-42 du 14 janvier 1994 ont été pris en application de cette loi pour préciser les conditions de ces transferts de compétences.

Pour l'instant, ces derniers ne sont pas accompagnés d'une réforme des procédures applicables devant le juge aux affaires familiales. Les règles de procédure suivies devant les juridictions antérieurement compétentes, sous réserve d'aménagements ponctuels, trouvent donc toujours application.

Toutefois, une étude est actuellement en cours sur cette question.

Parallèlement, en ce qui concerne l'aide juridictionnelle, les dispositions relatives à la détermination de la part contributive de l'Etat à la rétribution des avocats n'ont pas été modifiées.

C'est pourquoi la présente circulaire a pour objet de préciser, en l'absence de toute modification immédiate de ces règles, les adaptations de forme rendues nécessaires par la réforme du 8 janvier 1993, les conditions de rétribution des avocats demeurant celles applicables antérieurement.

Seront ainsi précisées les modalités de codification des décisions des bureaux d'aide juridictionnelle et des attestations de mission (I).

Enfin, la particularité de l'aide juridictionnelle pour l'audition d'un mineur en justice sera rappelée (II).

I. - CODIFICATION DES DÉCISIONS DES BUREAUX D'AIDE JURIDICTIONNELLE ET DES ATTESTATIONS DE MISSION

A. - DÉCISIONS DES BUREAUX D'AIDE JURIDICTIONNELLE

Les codifications actuelles sont établies selon deux critères :

- celui de la juridiction compétente ;
- celui de l'objet ou de la nature de la procédure.

Pour les procédures relevant antérieurement du tribunal d'instance (contribution aux charges du mariage, déclaration conjointe en changement de nom d'enfant naturel...) et maintenant attribuées au juge aux affaires familiales, il convient dorénavant d'utiliser la codification suivante :

- 239 JAF-juge unique (hors divorce et hors après divorce) ;
- 231 Contentieux général (autres que divorce et/ou procédures collectives). Renvoi à la procédure collégiale. Juge aux affaires familiales et juge de l'exécution.

Le détail et la codification de toutes les procédures relevant antérieurement du tribunal de grande instance et attribuées au juge des affaires familiales sont repris dans le tableau joint en annexe n° 1.

Vous trouverez également en annexe n° 2 la nouvelle table « Nature des procédures » du manuel technique reprenant les nouveaux codes ou les codes modifiés.

Les modalités de modification des libellés des codes informatiques sont décrites dans l'annexe n° 3.

B. - LES ATTESTATIONS DE MISSION

Le principe à appliquer est le même que précédemment indiqué ; les imprimés d'attestation de mission se trouvent donc modifiés ainsi que prévu dans l'annexe n° 4 ci-jointe.

*
* *

Je précise que le décret du 19 décembre 1991 (et plus particulièrement son article 90) sera modifié dès que la procédure applicable devant le juge aux affaires familiales sera organisée par décret. Une nouvelle circulaire sera alors élaborée pour vous présenter les implications définitives de cette réforme sur le système de l'aide juridictionnelle.

II. - L'AUDITION D'UN MINEUR EN JUSTICE

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 modifiant le code civil relative à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales a introduit un article 9-1 à la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, qui prévoit que le mineur entendu dans les conditions prévues à l'article 388-1 du code civil qui choisit d'être entendu avec un avocat ou pour qui le juge procède à la désignation d'un avocat, bénéficie de droit de l'aide juridictionnelle.

Cette audition est possible dans toute procédure concernant le mineur.

Le bénéfice de plein droit de l'aide juridictionnelle dans ce cas rend inutile une décision du bureau d'aide juridictionnelle puisqu'il n'y a pas lieu de vérifier la situation du bénéficiaire. C'est pourquoi cette rubrique n'apparaît plus dans la nomenclature du manuel technique.

Dans cette hypothèse, il appartient au greffe du juge qui procède à l'audition du mineur ou désigne une personne à cette fin de délivrer l'attestation de mission prévue à cet effet (alors même qu'il n'y a pas de décision prévue à cet effet (alors même qu'il n'y a pas de décision du bureau d'aide juridictionnelle) et qui permettra à l'avocat de toucher sa rétribution auprès de la CARPA.

*
* *

Je vous serais très obligé de bien vouloir me rendre compte, sous double timbre, des difficultés d'application qui pourraient vous apparaître.

Le ministre d'Etat,
garde des sceaux, ministre de la justice
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
PHILIPPE LEGER

ANNEXE I

PROCÉDURES	CODES BAJ	INTITULÉS DES CODES BAJ
Divorce pour faute.	235	Divorce pour faute.
Divorce par consentement mutuel demandé et accepté pour rupture de la vie commune.	236	Divorce par requête conjointe et autres.
Mesures urgentes (intérêts familiaux en péril).	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Procédures après divorce.	237	Procédure après divorce (JAF).
Déclaration conjointe des parents naturels pour l'exercice commun de l'autorité parentale.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Acte de communauté de vie.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Conflits dans l'exercice de l'autorité parentale - enfant naturel.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Droit de visite ou de correspondance des grands-parents.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Conflits dans l'exercice de l'autorité parentale - famille légitime (hors après divorce).	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Délégation de l'autorité parentale.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Changement de nom de l'enfant naturel.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Changement de prénom.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Obligations d'entretien.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Obligations alimentaires.	239	JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).
Le code 231 : contentieux général (autres que divorces) et/ou procédures collectives. Renvoi à la formation collégiale JEX et JAF : ne devra être saisi que lorsqu'il y a renvoi à la formation collégiale.		

MANUEL TECHNIQUE

Bureau d'aide juridictionnelle

Nature de la procédure

1 Juridictions administratives et tribunal des conflits.

11 Conseil d'Etat.

- 111 Affaires au fond.
- 112 Sursis à exécution.
- 113 Référé.
- 114 Saisine pour avis.

12 Cour administrative d'appel et tribunal administratif.

- 121 Affaires au fond.
- 122 Sursis à exécution.
- 123 Référé.
- 124 Constat d'urgence.
- 125 Reconduite d'étrangers à la frontière.

13 Autres juridictions administratives.

- 131 Toutes procédures.

14 Tribunal des conflits.

- 141 Toutes procédures.

2 Juridictions judiciaires - Affaires civiles.

21 Cour de cassation.

- 211 Cassation - chambre civile, commerciale et sociale.
- 212 Saisine pour avis de la Cour de cassation.

22 Cour d'appel.

- 221 Appel simple.
- 222 Appel avec référé premier président.
- 223 Appel sans représentation obligatoire.
- 224 Appel avec référé sans représentation obligatoire.

23 Tribunal de grande instance.

- 231 Contentieux général (autres que divorces et/ou procédures collectives) renvoi en formation collégiale JEX et JAF.
- 232 Affaires gracieuses (autres que divorces).
- 233 Référé.
- 234 Requêtes.
- 235 Divorce pour faute.
- 236 Divorce par requête conjointe et autres.
- 237 Procédure après divorce (JAF).
- 238 Difficulté d'exécution devant le juge de l'exécution.
- 239 JAF juge unique (hors divorce et hors après divorce).

24 Juge et tribunal pour enfants.

- 241 Assistance éducative.

25 Tribunal d'instance.

- 251 Contentieux général ou JEX.
- 252 Matière gracieuse.
- 253 Référé.
- 254 Requêtes.
- 255 Incapacités.

26 Conseil de prud'hommes.

- 261 Contentieux général.
- 262 Contentieux général avec départage.
- 263 Référé.
- 264 Référé avec départage.

27 Tribunal de commerce.

- 271 Contentieux général et/ou procédures collectives.
- 272 Matières gracieuses.
- 273 Référé.
- 274 Requêtes.

28 Tribunal des affaires de sécurité sociale.

- 281 Contentieux général.

29 Autres procédures.

- 291 Contentieux général devant d'autres juridictions.
- 292 Référé devant d'autres juridictions.
- 293 Requêtes devant d'autres juridictions.
- 295 Juge de l'exécution, instance au fond.
- 296 Exécution d'une décision (recours à un officier public ou ministériel pour l'exécution d'un titre exécutoire).

3 Juridictions judiciaires - Affaires pénales.

31 Cour de cassation.

311 Cassation, chambre criminelle.

32 Procédures d'appel.

321 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat.

322 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels avec partie civile assistée d'un avocat.

323 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels.

35 Procédures contraventionnelles.

351 Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat.

352 Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) avec partie civile assistée d'un avocat.

353 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contravention de 5^e classe).

354 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contraventions de 1^{re} et 4^e classe).

36 Procédures correctionnelles, jugement.

361 Comparution devant le juge délégué.

363 Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en comparution immédiate avec débat sur la détention.

364 Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel.

365 Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet).

366 Assistance d'un prévenu devant le tribunal pour enfants.

367 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal correctionnel, le juge pour enfants ou le tribunal pour enfants.

37 Procédures correctionnelles, instruction.

370 Débat contradictoire JI, JE.

372 Instruction correctionnelle avec détention provisoire JI.

373 Instruction correctionnelle avec détention provisoire JE.

374 Instruction correctionnelle avec détention provisoire, y compris débat contradictoire JI.

375 Instruction correctionnelle avec détention provisoire, y compris débat contradictoire JE.

376 Instruction correctionnelle sans détention provisoire JI.

377 Instruction correctionnelle sans détention provisoire JE.

378 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le juge d'instruction ou le juge des enfants.

38 Procédures criminelles.

381 Instruction criminelle et/ou procédures devant la chambre d'accusation.

382 Assistance d'un accusé devant la cour d'assises majeurs.

383 Assistance d'un accusé devant la cour d'assises des mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle.

384 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises majeurs.

385 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises des mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle.

386 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le juge d'instruction ou devant le juge pour enfants.

388 Autres procédures devant la chambre d'accusation, non compris l'extradition.

389 Procédures d'extradition.

4 Conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

411 Article 35 *bis* de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945.

412 Commission d'expulsion des étrangers.

413 Commission de séjour des étrangers.

414 Article 35 *quater* (3 *bis*) de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945.

REMARQUE : pour les procédures portées devant la chambre d'accusation, codifier le poste de la nomenclature correspondant à la phase procédurale à l'occasion de laquelle elle est amenée à statuer.

ATTENTION !

En dehors de la modification et de la création de codes en rapport avec les attributions du JAF et exposées dans la circulaire jointe, il convient de :

- supprimer le code 294 - Audition d'un mineur en justice (s'agissant d'une admission de plein droit, l'enregistrement par les bureaux d'aide juridictionnelle n'est pas nécessaire) ;

- créer le code 296 - Exécution d'une décision (recours à un officier public ou ministériel pour l'exécution d'un titre exécutoire) dans le paragraphe 29 - « Autres procédures ».

ANNEXE III

PROCÉDURE A SUIVRE POUR MODIFIER LA TABLE « CODES PROCÉDURE » DANS L'APPLICATION « AIDE JURIDICTIONNELLE »

Au prompt C:\ > taper CD... AJ3 et appuyer sur la touche ENTRÉE.

Au prompt C:\ AJ3> taper ATTRIB ... - R... NATURE.DAT et appuyer sur la touche ENTRÉE.

Au prompt C:\ AJ3> taper ÉDIT ... NATURE.DAT et appuyer sur la touche ENTRÉE.

La liste des codes procédure apparaît ; se positionner à l'aide des flèches de direction (flèche en bas) à l'endroit où l'on désire insérer les nouveaux codes.

Insérer les nouveaux codes comme dans un traitement de texte, en veillant à ce que les codes se trouvent à l'extrême gauche et, dans le cas où le libellé ne tiendrait pas sur une seule ligne, le début de la seconde ligne doit être aligné sur le texte de la première.

Une fois les codes insérés, appuyer sur la touche ALT, le curseur se positionne sur l'option FICHIER du menu du haut de la page, appuyer alors sur la touche ENTRÉE, un sous-menu apparaît ; se positionner sur l'option SAUVEGARDER et appuyer sur la touche ENTRÉE.

Appuyer une seconde fois sur la touche ALT, le curseur se positionne sur l'option FICHIER du menu du haut de la page, appuyer alors sur la touche ENTRÉE, un sous-menu apparaît ; se positionner sur l'option QUITTER et appuyer sur la touche ENTRÉE.

Au prompt C:\ AJ3> taper ATTRIB ... + R... NATURE.DAT et appuyer sur la touche ENTRÉE.

Au prompt C:\ AJ3> taper CD... et appuyer sur la touche ENTRÉE.

N° _____
Délivrée à maître _____
Inscrit au barreau de _____
Dans l'affaire _____
N° RGC _____
Décision BAJ du _____ N° _____
Aide juridictionnelle ☐ Totale ☐ Partielle _____ %

I. - PROCÉDURES		COEFF. UV	I. - PROCÉDURES		COEFF. UV
1 Divorce pour fautes	24	(1)	11 TGI et TC instances au fond. Renvoi à la formation collégiale (JEX - JAF)	20	(1)
2 Divorce requête conjointe et autres	20		12 Autres juridictions - Instances au fond - Juge de l'exécution - JAF	14	
3 Divorce, requête conjointe. Les deux époux ont le même avocat et l'A.J.	35		12-1 Difficultés d'exécution devant le JEX	2	
4 Procédure après divorce (JAF)	10		13 Référé	8	
5 Incapacités	10		14 Matière gracieuse	8	
6 Assistance éducative	8		15 Requête	4	
7 Prud'hommes	20		16 Appel	14	
8 Prud'hommes avec départage	24		17 Appel avec référé	18	
9 Référé prud'homal	8		18 Appel sans représentation obligatoire - Appel - Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	20	
10 Référé prud'homal avec départage	12		19 Appel avec référé sans représentation obligatoire - Appel avec référé - Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	24	
			20 Tribunal des affaires de sécurité sociale	14	

II. - MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES (dans la limite de 16 UV)

TYPES DE MAJORATION	COEFF. UV	MAJORATION	TOTAL	TYPES DE MAJORATION	COEFF. UV	MAJORATION	TOTAL
21 Incidents mise en état (dans la limite de 9 UV) (4)	3	3 x	*	24 Visite sur les lieux	5	5 x	*
22 Expertises avec déplacement	9	9 x	*	25 Vérifications personnelles du juge	5	5 x	*
23 Expertises sans déplacement	4	4 x	*	26 Enquêtes sociales	2	2 x	*
				27 Autres mesures d'instruction	2	2 x	*

CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ÉTRANGERS

PROCÉDURES	COEFF. UV	PROCÉDURES	COEFF. UV
28 Article 35 bis de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945	2	30 Commission d'expulsion des étrangers	6
29 Article 35 quater (3 bis) de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945	2	31 Commission de séjour des étrangers	6

AUDITION DE L'ENFANT (loi n° 93-22 du 8 janvier 1993)

	COEFF. UV	MAJORATION	TOTAL
32 Audition de l'enfant	3		
33 Majoration possible d'une UV par audition supplémentaire décidée par le juge (dans la limite de trois majorations)	3	1 x	*

Nous _____ greffier en chef-secrétaire (2)
de _____
attestons que M. _____ a accompli la mission pour laquelle il a été désigné.
arrêtons la présente attestation à : _____ UV. (nombre d'UV en lettres).
Soit après application du pourcentage d'aide juridictionnelle partielle au taux de _____ %, à : _____ UV. (6)
(nombre d'UV en lettres) _____ UV.
A _____ le _____ Signature

(1) Cocher la case correspondante.
(2) Rayer la mention inutile.
(3) Porter le nombre d'UV.
(4) Incidents ayant donné lieu, après discussion contradictoire, à une décision du magistrat chargé de l'instruction de l'affaire (art. D. 90).